

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !



LE COLONIALISME FRANÇAIS MIS A NU

La situation en Guyane

L'impérialisme français a décidé systématiquement d'épuiser l'économie guyannaise au profit de ses orientations politiques (le « département » comme base militaire) et de ses besoins économiques (main-d'oeuvre immigrée, marché facile, etc.).

L'organisation en monopole du secteur commercial tenu par les colons français a déjà amené les agriculteurs guyannais à quitter leurs terres, d'autant plus qu'ils y sont sournoisement incités par l'Administration de Cayenne. C'est pourquoi la culture et l'élevage ne sont plus capables de satisfaire la demande locale, ce qui permet à la France d'importer des produits dont le prix évidemment plus élevé frappe les revenus des travailleurs (sans commune mesure avec les salaires français).

L'exode rural qui en découle est lié étroitement à la disparition de l'artisanat local qui avait le mérite de fournir aux villages en voie de disparition un

peu de matériel productif. L'exploitation forestière est également arrêtée.

L'industrie, quant à elle, est concentrée dans l'extraction minière (aux mains des Américains qui se contentent d'un seul gisement), et dans l'exploitation de la pêche à la crevette, dont les revenus quittent la Guyane avec maintes exonérations fiscales et douanières.

La France en tout cas entend empêcher tout développement d'une véritable industrie qui pourrait concurrencer ses produits. C'est pourquoi le secteur industriel se réduit en fait aux activités du bâtiment et de travaux publics, indispensables à l'infrastructure administrative, dans lesquelles on préfère évidemment utiliser la main-d'oeuvre locale sous-payée.

L'administration connaît un développement pléthorique et hypertrophie le secteur commercial et les services parasites qui en dépendent.

La Guyane court à l'asphyxie. La suppression d'une culture nationale par les colonialistes a amené les rares Guyanais qui ont réussi à gravir la hiérarchie scolaire et universitaire à chercher une place au soleil en France, la mère-patrie source d'abondance

Cependant, depuis quelques années, le colonialisme ne se contente pas d'éliminer l'élite technique ou culturelle du pays. Il a élaboré un plan, visant à vider totalement et méthodiquement la Guyane de sa population, pour la remplacer par un corps de fonctionnaires, de militaires et de colons venus d'Algérie.

Cette immigration vise plusieurs objectifs :

- laisser la place libre aux buts du colonialisme français, notamment l'installation de la base de Kourou ;
- éviter la charge explosive que représente le développement du sous-emploi généralisé dans la population ;
- mettre à la disposition du marché français une main-d'oeuvre à bon marché et surexploitée,

Voilà à quoi répondent les décisions de laisser pourrir l'économie guyannaise et d'inciter la population à quitter le pays.

La création d'un BUMIDOM (Bureau d'immigration) est la consécration officielle d'une

politique sournoise, menée sous le couvert d'une organisation « la Jeune Guyane », par le préfet Vignon. (Le préfet Vignon est un ignoble démagogue, qui croit nécessaire d'aller danser dans les fêtes populaires au milieu des travailleurs, d'être le parrain d'un nombre incalculable de petits Guyanais, pour mieux faire accepter sa politique. Il utilise aussi des associations de jeunesse, comme « la Jeune Guyane », pour développer l'immigration sous le manteau.)

A l'heure actuelle, on peut estimer à plus de 20.000 les jeunes travailleurs qui ont quitté leur pays, pour venir s'embaucher en France.

LA REPRESSION DU 11 DECEMBRE

L'administration avait convoqué le 11 décembre une session extraordinaire du Conseil général (organe fantoche de gestion des notables du pays). La population s'est rapidement massée devant le siège pour protester contre une réunion dont le but était manifestement et officiellement de décider la levée d'impôts nouveaux. D'autre part le mécontentement grondait : le chômage, le manque d'eau potable, etc.

Les forces de répression (légionnaires, gendarmes, C.R.S.), dont une partie venait d'être débarquée des Antilles et de France, intervinrent à la première occasion. Sans l'accord du Conseil général, sans sommation, alors que les manifestants réagissaient aux insultes d'un conseiller général (« nous ne sommes pas ici pour écouter une bande de braillards imbéciles »), ils chargèrent la population cayennaise rassemblée, pénétrèrent dans le siège du Conseil général à la suite de la foule qui reflue, firent plusieurs dizaines de blessés et de nombreuses arrestations.

Encouragés dans leur volonté de « casser du nègre » (« qu'est-ce que ces macaques attendent pour retourner sur la terre de leurs ancêtres », [les colonialistes français perpétuent une étrange fable des premiers occupants et notamment le préfet Vignon qui déclara que « la Guyane est aux colons (blancs), parce que ce sont eux qui sont les premiers à avoir foulé le sol guyanais, et que les Guyanais sont une population importée » (esclaves noirs)], par le préfet Vignon qui gueulait « il faut maintenir l'ordre dans cette ville, il faut qu'ils respectent notre dignité » et d'autres formules du même acabit, les mercenaires s'en donnèrent à cœur joie

Ce n'est pas le genre d'informations qu'il soit prudent, ou de bon goût, de publier. L'UNEF a ainsi appris la nouvelle dix jours après les événements. Mais il n'est jamais trop tard pour faire connaître la véritable face du capitalisme français.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUYANAIS POUR SON INDEPENDANCE !

A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !



L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'OEUVRE EN AFRIQUE DU SUD

Les rivalités interimpérialistes ont pris une telle envergure que l'Etat français ne s'embarrasse même plus des quelques traditions démocratico-libérales qui animent encore certains milieux. A la morgue gaulliste, aux vellétés hégémoniques précédant Mai 68, Pompidou préfère l'accord de marchands de soupe (du reste ses préférences sont sans importance). Les formes changent, le cynisme demeure.

Aujourd'hui, à défaut de rivaliser avec l'industrie américaine ou européenne, sur le plan nucléaire par exemple (cf. récentes décisions gouvernementales), l'impérialisme français se contente des régimes pourris et archaïques, des miettes que les autres impérialismes, qui ont parfois l'odorat sensible, laissent tomber. Debré en Espagne, Makarézos et Pipinellis à Paris et autres négociations de couloirs avec les régimes portugais, rhodésien et sudafricain ?

Dans ce numéro, nous aborderons le cas de l'aide française au régime de Pretoria (dans le prochain « Etudiant de France », nous envisagerons les accords franco-portugais).

Alors que le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. a voté, en 1964, l'embargo sur les fournitures de matériel militaire à l'Afrique du Sud, la France est le seul pays qui soit passé outre, et continue à fournir ostensiblement armes et matériel militaire au régime raciste d'Afrique du Sud. Elle se pose ainsi en solide appui de l'apartheid et contribue au maintien de la domination politique d'une minorité européenne, qui s'exerce aux dépens de la population africaine maintenue dans un quasi-

servage. La France justifie son refus de respecter l'embargo en établissant une subtile distinction (du même genre que pour les livraisons d'armes au Moyen-Orient. Où ne va-t-on pas cacher ses mobiles !), entre le matériel militaire destiné à la défense extérieure : avions, hélicoptères, tanks sous-marins et celui qui a pour but la répression interne. Or, nul n'ignore que les blindés sont utilisés couramment dans la répression des émeutes et révoltes et que l'aviation permet de bombarder et de mitrailler aisément les guérilleros dans le maquis. De la même façon, les sous-marins sont indispensables pour parer aux débarquements terroristes qui hantent le gouvernement sud-africain.

Le gouvernement français n'épargnant aucune précaution, depuis dix ans, pour maintenir dans l'imprécision et le vague l'aide apportée à l'Afrique du Sud, il est extrêmement malaisé de définir son étendue. Cependant, il nous est possible de révéler aux militants des faits précis et jusqu'ici tenus dans l'ombre [d'après des informations de la presse de l'A.N.C. (résistance sudafricain et du « Nouvel Observateur »)].

On peut citer, pour commencer, cette phrase édifiante d'un membre du gouvernement sud-africain prononcée en septembre 1967 : « Quelle serait aujourd'hui notre situation en Afrique du Sud, si nous n'avions bénéficié de relations amicales avec la France ? Comment l'Afrique du Sud aurait pu mettre sur pied l'armée forte du continent sud-africain ? »

Examinons donc successivement les différents corps de l'armée sud-africaine, sous l'angle de l'aide française :

En ce qui concerne l'aviation, les seuls avions supersoniques dont elle dispose sont les « Mirage III » (20 chasseurs-bombardiers et 16 intercepteurs de chasse).

Le gouvernement anglais a, pour sa part, renoncé à toute fourniture d'armes fin 1964 avec l'arrivée de Wilson.

Sur les 80 hélicoptères qu'elle possède, 50 sont des « Alouettes » et 16 des « Super-frelons ».

Pour l'armée de terre, des tanks « Panhard », des « AML » 60 et 90 sont fabriqués par des usines sud-africaines sous licence française. En revanche, Ford, du fait des pressions du gouvernement U.S., avait dû cesser de vendre des camions susceptibles de pouvoir être utilisés à la construction de véhicules militaires.

Les quelques sous-marins dont elle dispose lui seront également fournis par la France. Elle a déjà reçu un des trois Daphnés commandés aux chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes. Son lancement a été effectué en présence du ministre sud-africain de la Défense et de son état-major. Mais la presse a été totalement mise à l'écart de cette visite de 15 jours. Le gouvernement hollandais à qui de semblables demandes avaient été adressées en 1966 avait refusé.

Dans différents domaines encore une collaboration étroite s'instaure, concernant la recherche et les processus de production. C'est ainsi qu'un engin sol-air de type nouveau, le « Cactus », a été mis au point dans des usines sud-africaines, sous l'égide d'une société française. Le financement en revient d'ailleurs au gouvernement français.

Il en est de même de la recherche atomique ; des négociations auraient été engagées dans le but de faire acheter par la France 50 % de la production d'uranium sud-africain pour faire pendant à l'achat d'armes atomiques françaises. Pretoria a démenti vigoureusement cette nouvelle, qui avait été rendue publique par l'ex-directeur adjoint des services d'information du gouvernement U.S. Il n'en demeure pas moins vrai que la France, depuis 1964, est l'un des principaux acheteurs d'uranium à l'Afrique du Sud. De plus, les échanges entre les Commissariats à l'énergie atomique des deux pays sont fréquents. Robert Hirsch est allé en Afrique du Sud en 1966 et le Sud-Africain Roux s'est rendu en France en 1969.

En guise de remerciements, le gouvernement sud-africain a donné à la France la possibilité de monter des stations de repérage de satellite près de Pretoria.

Encore récemment, Debré, à l'Assemblée nationale, a déclaré que le gouvernement français continuerait d'aider l'Afrique du Sud et que cette décision avait été mûrement réfléchie et prise à l'issue des travaux d'une commission gouvernementale. Debré a révélé que les contrats franco-sud-africains portaient sur un achat de 200 millions de livres sud-africaines d'armes pour les dix ans à venir, et il a dévoilé que la France avait déjà donné pour plus de 100 millions de livres sud-africaines en armes dans des accords divers.

Sans commentaires

L'ETUDIANT de France.
N° 4. Janvier 1970